

INTERVIEW MOHAMED ALI MALOUCHE

«Notre principal objectif est de faire de la Tunisie un sujet constant chez le gouvernement américain»

Mohamed Ali Malouche, un Tunisien d'Amérique, est à la tête d'un mouvement de lobbying qui essaye de redorer le blason de la Tunisie aux États-Unis. Il assure que la Tunisie et les États-Unis ont décidé d'entamer un dialogue stratégique.



Les *Afriques* : Lors de sa visite aux États-Unis, le Premier ministre tunisien, Mehdi Jomaà, a été reçu le 4 avril par le président américain Barack Obama. Il s'est également entretenu avec plusieurs membres du Congrès et a visité deux fleurons de la technologie américaine que sont Google et Microsoft. Mis à part une garantie pour l'économie tunisienne de 500 millions de dollars, peu de résultats ont découlé de cette visite. Quelles ont été les décisions à l'issue de ces entretiens ?

Mohamed Ali Malouche : D'abord, la visite s'inscrit dans le cadre du raffermissement des relations bilatérales, qui ont été historiquement de très bonnes relations. Mais elles ont

été ébranlées par l'attaque de l'ambassade américaine à Tunis, le 14 septembre 2012. Je pense que c'était un geste fort de la part du président Barack Obama d'avoir invité le Premier ministre Mehdi Jomaà, pour dire que maintenant que la Tunisie a adopté une nouvelle Constitution et qu'elle a remis le train en marche au niveau politique, les États-Unis soutiendront fortement la direction dans laquelle la Tunisie s'est engagée. C'était une visite à caractère politique et un message envoyé au monde, signifiant que les États-Unis soutiennent cette démocratie naissante qu'est la Tunisie. D'un autre côté, le Premier ministre Jomaà est venu avec l'idée d'annoncer à l'opinion publique américaine, au gouvernement et au

Mohamed Ali Malouche, président du conseil d'administration de TAYP

Les États-Unis soutiennent cette démocratie naissante qu'est la Tunisie.

Relance de la culture du Sisal en Tanzanie

Les résidents de Tanga ont admiré les produits en fibres de sisal exposés à la 2^{ème} édition du Salon international. Pour les professionnels tanzaniens et autres observateurs, après le déclin de la culture de ce matériau, il y a plus de 40 ans, c'est de bonne guerre. Dans tous les cas, le grand public a répondu massivement à l'invitation de Katani Ltd, société qui a lancé SISO ou Promotion de la relance des petits exploitants du sisal. Résultat : les perspectives de la relance de la culture du sisal paraissent plus sérieuses.

Intersolar ou l'accélération du marché solaire en zone MENA par Dii

L'initiative de l'industrie internationale Dii a organisé une conférence, jeudi 5 juin, pour faire l'état des lieux sur le développement de l'éolien et le marché du solaire en Afrique du Nord et au Moyen-Orient (MENA), mais aussi décliner son approche à accélérer ce marché. Les responsables ont assuré qu'après plusieurs années de préparation, les potentialités du désert en matière d'énergie solaire et éolienne sont avérées et les objectifs pour 2020 pour atteindre 37,6 GW sont fort réalistes.

Partenariat entre les groupes Bolloré et Casino

Depuis le milieu de la semaine dernière, les groupes Casino et Bolloré ont révélé la conclusion d'un partenariat stratégique pour le développement d'une activité e-commerce en Afrique. Les deux entités, à savoir Cdiscount Afrique et Bolloré Africa Logistics, vont créer une société commune. Les deux sociétés souhaitent profiter de l'expertise du leader du e-commerce en France, apprend-on. Un premier site à la marque Cdiscount devra être lancé cet été en Côte d'Ivoire.



Mehdi Jomaà,
Premier ministre
de la Tunisie

Congrès que la Tunisie est une start-up démocratique qui peut réussir et dans laquelle il faut investir. Certes, les risques demeurent présents, particulièrement ceux d'ordre socio-économique, mais le résultat le plus concret de la visite est le fait que la Tunisie et les États-Unis ont entamé le dialogue stratégique.

LA : Est-ce que cette décision d'entamer le dialogue stratégique a été clairement exprimée comme c'est le cas pour le Maroc ?

M.A.M. : Oui, la décision a été clairement affirmée. Suite à cette décision, il y a eu trois grandes réunions. Une au niveau sécuritaire, une au niveau économique et une troisième pour garantir un partenariat interministériel. Ces partenariats s'inscrivent dans la durée, au-delà des équipes gouvernementales. Il s'agissait d'un message de confiance.

LA : La presse internationale a beaucoup parlé du grand rôle joué par le lobby tunisien lors de la visite de Mehdi Jomaà aux États-Unis, début avril 2014. Quelles étaient les actions de votre association, Tunisian American Young Professionals ?

M.A.M. : Nous avons travaillé en amont et en aval de la visite. Elle a

été préparée par le département des Affaires étrangères, l'AmCham (The American Chamber of Commerce). TAYP a joué plutôt un rôle dans les discussions qui se sont déroulées avant et après, vu que le plus important est de pérenniser le dialogue et de le fructifier. Actuellement, nous sommes dans un stade critique. Nous sommes en train de faire ce qu'on appelle le «follower», le suivi. Cette étape est importante, surtout au niveau économique, puisque le président Barack Obama a annoncé deux mesures phares, une première sous forme de garantie pour l'économie de 500 millions de dollars et la seconde concerne l'extension du programme Thomas Jefferson qui est un programme d'échange d'étudiants, et à qui les États-Unis ont rajouté 10 millions de dollars. Par ailleurs, d'autres programmes demeurent objet de discussion... Notre principal objectif est de faire de la Tunisie un sujet constant chez le gouvernement et les autorités américaines.

LA : On a l'impression que les États-Unis soutiennent indirectement la candidature de Jomaà à la prochaine présidentielle ?

M.A.M. : Je ne crois pas que c'est le cas.

Deux mesures phares, une première sous forme de garantie pour l'économie de 500 millions de dollars et la seconde concerne l'extension du programme Thomas Jefferson qui est un programme d'échange d'étudiants.

Montée en puissance des énergies renouvelables en Afrique

Les chiffres sont éloquentes et prouvent que de par le monde, la demande globale pour les énergies renouvelables ne cesse d'augmenter. Les nouvelles installations photovoltaïques en 2014 devraient atteindre 40 GW, un niveau jamais atteint. Renewable Energy Country Attractiveness Index, baromètre des énergies renouvelables, piloté par le cabinet Ernst&Young, donne plus de détails sur le déploiement du continent africain sur le marché mondial des énergies renouvelables. Le Kenya monte ainsi en puissance avec son projet éolien de 300 MW sur le Lac Turkana, devant générer près de 20% de la puissance énergétique du pays. Même tendance en Afrique du Sud, au Maroc...

S.E. Dwight L. Bush, à UIC

Dr Haris Hassabis, président de l'Université internationale de Casablanca (UIC), ainsi que les membres du comité de direction de l'UIC ont eu l'honneur de recevoir, jeudi 22 mai, la visite de l'ambassadeur des États-Unis au Maroc, Dwight L. Bush, accompagné du consul général des États-Unis à Casablanca, Brian Shukan, sur le nouveau campus de l'UIC à Bouskoura. Un déplacement pour accompagner et soutenir cet établissement. Après une visite du nouveau campus qui ouvrira ses portes en septembre prochain, S.E. l'ambassadeur a tenu une réunion de travail avec le comité de direction de l'UIC, notamment sur le plan de développement de l'UIC aussi bien opérationnel que stratégique. En effet, particulièrement sensible aux projets liés aux domaines de l'éducation, il a souligné l'opportunité qu'offre l'Université de Casablanca, grâce au réseau Laureate, pour bénéficier d'une expérience estudiantine aux standards internationaux.

LA : Cent jours après son investiture, il est classé l'homme politique le plus populaire en Tunisie. C'est un technocrate, il est apprécié à l'étranger...

M.A.M. : C'est vrai que Mehdi Jomaa a réussi à gagner en termes de réputation et de crédibilité et nous sommes conscients que c'est une chance pour la Tunisie. Seulement, et Mehdi Jomaa vous le dira lui-même, l'accord initial prévoyait que le Premier ministre et son équipe quittent leurs fonctions à la veille des élections. Je ne pense pas que les États-Unis soutiennent la candidature de l'un ou de l'autre des prétendants à la présidentielle.

LA : Quel est le(s) secret(s) de cet homme qui s'est converti de l'économie à la politique et qui a pu convaincre à l'intérieur comme à l'extérieur ?

M.A.M. : D'abord, beaucoup de pragmatisme. Ensuite, des valeurs très claires sur lesquelles il a bâti ses décisions et précisions dans le choix de son équipe. Dès le début, il était clair dans sa communication, il a voulu être transparent et franc avec les Tunisiens, sans voiler la face. Il a su dire que l'économie de cette Tunisie profondément blessée, voire handicapée, n'a pas sa place dans les préoccupations majeures des gouvernements précédents. L'équipe a l'habitude de manager les grands projets.

Pour cette période, on avait besoin de moins de politique et plus de pragmatisme.

LA : Après l'adoption de la nouvelle Constitution, les prochaines élections présidentielles sont un important défi à relever pour une transition complète du pays. Est-ce que la classe politique tunisienne est apte à le réussir ?

M.A.M. : La classe politique tunisienne doit se tourner davantage vers les Tunisiens et essayer de comprendre leurs préoccupations et de trouver des solutions durables et éviter le populisme. Il faut, à mon avis, élever le niveau du débat politique. La classe politique est déconnectée ces deux/trois dernières années de la société. Elle est devenue isolée, en vase clos. Les hommes politiques doivent être plus proches des préoccupations du peuple et d'essayer d'y répondre. En définitive, cette classe peut s'améliorer et s'adapter. L'exercice du pouvoir par la troïka a permis à celle-ci d'apprendre des choses. Les élections prochaines vont être différentes de celles du 23 octobre 2011, puisqu'il existe aujourd'hui deux formations politiques qui font un équilibre, alors qu'avant le parti Nahda a été presque sûr de remporter le scrutin.

LA : Alors que le taux de croissance en Tunisie ne dépasse pas les 3% et que les chiffres du chômage avois-

Les élections prochaines vont être différentes de celles du 23 octobre 2011.

Second vol réussi de Solar Impulse 2

Lundi 2 juin 2014, Solar Impulse 2, avion suisse, uniquement propulsé à l'énergie solaire, a réussi son premier vol d'essai sur la base aérienne de Payerne, dans le centre de la Suisse. L'appareil, qui doit se lancer en 2015 dans une tentative de tour du monde, a effectué ce premier vol en 2h15, une demi-heure de plus que ce qui était initialement prévu. Markus Scherdel, pilote d'essai allemand, qui avait effectué le premier vol de la version précédente en juin 2009, était aux commandes. À noter que Solar Impulse 2 est propulsé par 4 moteurs électriques alimentés par 17 200 cellules solaires.

Le Marocain Jamal Belahrach, membre du BIT



En marge de la 103^{ème} session de la Conférence internationale du travail, qui se tient du 28 mai au 12 juin 2014 à Genève, Jamal Belahrach, président de la Commission emploi et relations sociales de la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM, patronat marocain), a été élu administrateur du Bureau international du travail (BIT). Il s'agit d'une première pour la CGEM, qui sera représentée dans la plus haute instance de cet organe exécutif de l'Organisation internationale du travail (OIT), agence spécialisée des Nations unies. Rappelons qu'elle se caractérise par une structure tripartite unique de gouvernements, d'employeurs et de travailleurs. Elle est la seule organisation internationale où, sur un pied d'égalité, se réunissent ces 3 groupes afin de discuter des améliorations des conditions de travail dans le monde, signale-t-on.





ment les 15%, des observateurs gardent espoir en avançant que l'économie tunisienne est engagée dans une pente positive. Êtes-vous aussi optimiste ?

M.A.M. : Non. Je ne suis pas aveuglément optimiste, mais je suis optimiste à condition. Au fait, la Tunisie a pris un certain retard. La révolution a créé une certaine anarchie. J'ai peur que ce manque de discipline globale ait un impact sur le développement économique dans les deux prochaines années. Comme toute économie qui doit être relancée, la Tunisie a besoin d'offrir des ingrédients, en premier lieu le dialogue entre les opérateurs économiques. A leur tête, la puissante centrale syndicale l'UGTP, l'Utica (Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat), la Banque centrale et les acteurs bancaires. Ces organismes doivent se réunir autour d'une table et débattre des maux de l'économie tunisienne. Aujourd'hui, il nous faut une économie avec une croissance de 10% pour pouvoir absorber les nouveaux diplômés. Et cela ne serait possible que si on réforme la structure de l'économie. On doit arriver à un compromis économique comme cela a été le cas au niveau politique avec la nouvelle Constitution. Un

dialogue entre les parties prenantes en économie a été décidé, il faut l'engager. Il a été reporté du fait qu'il existe un malentendu entre les parties, et c'est pour cette raison que, bien que je sois optimiste pour la Tunisie pour le long terme, dans le court terme je m'inquiète.

LA : Lors de ces déplacements à Alger et à Rabat, Mehdi Jomaâ déclarait vouloir inciter les investisseurs à venir en Tunisie. On sait tous qu'une telle invitation, aussi aimable qu'elle soit, ne suffit pas pour convaincre les investisseurs à placer leurs capitaux dans l'économie tunisienne...

M.A.M. : Mehdi Jomaâ est venu inciter les investisseurs en Algérie et au Maroc, parce qu'il a une profonde conviction que s'il y a une meilleure coopération régionale, tout le monde va en bénéficier.

LA : Est-elle toujours possible cette coopération régionale ?

M.A.M. : Elle est souhaitable, inéluctable et nécessaire. On sait tous que chaque pays perd 2% de son PIB à cause de la non-intégration. Je sais que plusieurs hommes politiques algériens, tunisiens et marocains travaillent ensemble. Le blocage est politique.

Une vue de la conférence

Célébration de la Journée de la Sécurité annuelle par Vivo Energy

La Journée de la Sécurité annuelle de Vivo Energy, portant sur le thème «La sécurité est entre nos mains», a été célébrée mardi 3 juin. Au cours de cette journée, les échanges ont tourné autour des risques encourus et des bonnes pratiques appliquées ainsi que les améliorations à apporter pour renforcer les performances en matière de sécurité.

La société, qui distribue et commercialise les carburants et lubrifiants de marque Shell dans 16 pays d'Afrique, en a profité pour réitérer le fait d'avoir une conduite exemplaire et de fixer de nouveaux standards pour des politiques et pratiques supérieures en matière de santé, sûreté, sécurité et environnement (HSSE). Des responsables ont rappelé qu'à Vivo Energy «l'engagement en matière de HSSE est fondamental, infaillible et non négociable».

Un nouveau supermarché en septembre 2014 à Luanda

Ulengo Center, nouveau supermarché, sera ouvert à partir du mois de septembre prochain, dans la province de Luanda, plus particulièrement dans le quartier Sapú, dans la municipalité de Belas. Il s'agit d'un investissement privé évalué à 5 milliards de kwanzas. Confirmation de Patrícia Agostinho, directrice commerciale et marketing d'Ulengo Center, précisant que l'établissement commercial occupe une superficie de 120 000 m² et permettra la création de 1 500 emplois directs. À terme, cet hypermarché pourra accueillir, en moyenne, 4 000 clients par jour. Il sera aussi doté de 3 agences bancaires, de restaurants, d'agences d'assurance, de postes de santé, d'une crèche, d'un parking de 1 000 places...

J'ai peur que ce manque de discipline globale ait un impact sur le développement économique dans les deux prochaines années.



LA : Est-ce que l'Algérie, comme elle sépare géographiquement le Maroc et la Tunisie, l'est aussi économiquement ?

M.A.M. : Tout à fait. C'est la réalité. Parmi les trois pays frères, chez l'Algérie il y a moins de volonté pour une vraie intégration. Mais, il ne faut pas oublier la Libye et la Mauritanie, deux pays qui offrent des opportunités, auxquelles il faut prêter attention. Je suis sûr que les hommes d'affaires marocains ont assez de leadership et ils sont capables de créer ce genre de partenariat et qu'en définitive les politiques vont suivre. Regardez l'Inde et le Pakistan, c'est à travers le business qu'ils se sont alliés, les gouvernements ont été forcés de se parler.

LA : Le Roi du Maroc, Mohammed VI, a effectué dernièrement une visite officielle en Tunisie, le timing est-il bon ?

M.A.M. : La visite du souverain Mohammed VI en Tunisie est très symbolique, il vient réaffirmer que le Roi du Maroc soutient la Tunisie dans sa transition et qu'il est à l'écoute de sa région. Comme il l'a montré à travers ses visites en Afrique, il est intéressé à ce que le Maroc soit une plateforme pour le Maghreb et le continent. Il est visionnaire, puisqu'il est conscient que c'est à travers les partenariats que les économies vont se développer. En ce moment, la Tunisie a besoin d'une

telle visite-symbole pour raffermir les relations et soutenir le pays.

LA : D'où vous est venue l'idée de créer l'association Tunisian American Young Professionals ?

M.A.M. : L'association a été créée au lendemain de la révolution tunisienne de 2011, littéralement deux mois après. L'idée germaît durant plusieurs années. Mais on n'a pas voulu y mettre du temps, parce que la diaspora tunisienne se méfiait du fait d'être associée au régime. Donc après la révolution, c'était naturel comme décision. C'était une envie d'aider le pays à travers le volet économique, où nous avons plus d'expertise. On a engagé trois actions. La première est de promouvoir la Tunisie auprès des investisseurs américains. On a fait plus de trente présentations. Les résultats en

Une vue de la conférence Clinton Global Initiative

Servir une nation est un plaisir. C'est une chance pour la Tunisie d'avoir d'autres expériences.

termes d'investissement n'étaient pas au rendez-vous, mais on a réussi à ramener deux délégations en 2012. Puis après l'attaque de l'ambassade américaine, on était dans la promotion de l'image de la Tunisie. La deuxième action est consacrée à l'entrepreneuriat. On a essayé de s'entourer de jeunes entrepreneurs surtout en Californie et en Caroline du Nord et de leur donner l'exemple. Le troisième volet a trait au lobbying et consiste à aller taper dans les portes à Washington pour parler de l'expérience tunisienne.

LA : Pourquoi sacrifier tant de temps et d'énergie pour redorer l'image d'un pays, votre pays d'origine ?

M.A.M. : Ce n'est pas un sacrifice, c'est quelque chose qui me passionne comme le reste du groupe.

LA : Quel est votre effectif ?

M.A.M. : Nous sommes 240 membres actifs. Servir une nation est un plaisir. C'est une chance pour la Tunisie d'avoir d'autres expériences, outre que la France ou l'Europe. Il faut apprendre de tout le monde.

LA : Tout le monde vous invite à venir investir en Tunisie...

M.A.M. : Je suis un entrepreneur. J'ai fondé mon entreprise en 2002. Ma famille a eu une expérience dans le tourisme, mon père était un entrepreneur, donc je me suis lancé dans le secteur pour donner ma propre vision de ce qu'est le tourisme.

Propos recueillis par Sanae Taleb, Rabat

TAYP pour améliorer le flux des investissements

TAYP est une association de jeunes professionnels tunisiens et américains créée en octobre 2011, à Washington, par Mohamed Ali Malouche, senior manager à Deloitte Consulting. Cette association se propose d'œuvrer au développement des relations économiques tuniso-américaines et, surtout, de fédérer les Tunisiens ayant fait leurs études aux États-Unis. Fils de Naceur Malouche, un des premiers hôteliers du pays, décédé en 2008, Mohamed Ali Ma-

louche a hérité la passion du tourisme qu'il pratique au sein de PromoTunisia, un TO organisant des voyages au Maghreb pour des touristes américains s'intéressant à la civilisation arabo-musulmane. TAYP s'est fixé comme objectif d'améliorer l'efficacité des flux d'investissements entre les États-Unis et la Tunisie et de créer une plateforme de networking permettant aux Tunisiens vivant ou ayant vécu aux États-Unis de s'aider mutuellement sur le plan professionnel.